



DJIBOUTI

DISCOURS PRONONCÉ PAR

SON EXCELLENCE MONSIEUR ISMAIL OMAR GUELLEH

**PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI ET
CHEF DE GOUVERNEMENT**

**DEVANT LA 76ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES**

LE MERCREDI 22 SEPTEMBRE 2021

Vérifier à l'audition

Louange à Dieu que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa Famille et ses Compagnons

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Je souhaite de prime abord, vous féliciter très chaleureusement pour votre brillante élection à la tête de la 76ème session de l'Assemblée Générale.

Nous adhérons à la vision fondée sur l'espoir que vous avez articulée et que nous en sommes convaincus, vous déploierez au cours de votre mandat.

Je vous exprime mes vœux de succès et vous assure du plein soutien de mon pays.

Notre gratitude va à l'endroit de votre prédécesseur M. Volkan Bozkir et le félicitons pour son extraordinaire engagement au cours d'une année éprouvante, difficile et incertaine.

Je souhaite également exprimer notre profonde gratitude au Secrétaire Général pour la soumission de son rapport intitulé : « Notre Programme Commun ». Nous saluons l'analyse pénétrante des menaces qui pèsent sur la planète, la prospérité et la paix mondiale qu'il contient et les recommandations pertinentes pour une sortie hors de crise. C'est un appel à l'action urgente et au sursaut collectif et constitue un effort réflexif important visant à jeter les bases d'une coopération internationale renouvelée et fondée sur la solidarité.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellence,

La pandémie du COVID19 continue à avoir un impact dévastateur sur les populations, au premier chef les pauvres et les personnes vulnérables. Elle a fortement affecté les indicateurs sociaux, remis en cause les progrès vers l'atteinte des Objectifs du Développement Durable et aggravé l'extrême pauvreté.

Elle continue à peser une menace sur le système sanitaire des pays dans un contexte de rareté de vaccins et d'infodémie. D'où l'urgence d'un plan de vaccination mondial avant

que les variants actuellement en circulation ne mutent et ne remettent ainsi en cause les gains obtenus jusqu'à là dans la lutte contre le COVID19.

A Djibouti, nous avons pris immédiatement la mesure du danger et avons mis en place, dès l'apparition des premiers cas, un dispositif de gestion et de riposte qui a permis de contenir la propagation du virus.

L'apparition des variants a induit une adaptation de la stratégie. Nous avons également élaboré un plan de vaccination qui inclut l'installation de vaccinodromes dans la capitale ainsi que dans les régions de l'intérieur et favorisé l'approche communautaire de proximité par le biais du déploiement de vaccino-bus.

Nous avons conçu un plan de riposte sociale qui a pour objectif de :

- 1. Préserver les moyens de subsistance pour les plus pauvres, les groupes vulnérables et ceux qui ont perdu leur emploi**
- 2. Mettre en place des mesures de relèvement et d'accompagnement social pour le court, le moyen et le long terme**
- 3. Mettre la technologie au centre de toutes les activités sociales tout en cherchant à innover les méthodes et l'environnement du travail**

C'est ici le moment pour moi de remercier au nom du Gouvernement et du peuple Djiboutien, l'ensemble des partenaires internationaux qui ont fourni à titre gracieux, des vaccins afin de nous appuyer dans notre stratégie vaccinale contre le COVID19.

Nous formons le voeu que la réunion au Sommet, prévu demain Mercredi, à l'initiative du Président Joe Biden, permettra d'identifier de manière concrète les moyens d'inverser durablement la progression du virus et de toute urgence assurer le déploiement asymétrique de vaccins dans le monde.

Il est également vital que des efforts accrus soient entrepris en vue de l'émergence d'un consensus sur la nécessité de la levée temporaire du droit de propriété intellectuelle afin d'accélérer la production de vaccins.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellence,

En raison des confinements imposés à la suite de la pandémie du COVID19 dans le monde entier, les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, la forte contraction de l'économie, le creusement des déficits publics et les conséquences économiques dévastatrices. Nous sommes confrontés à l'urgence de mobiliser des solutions visant à

stimuler la reprise. Dans cette quête, le soutien précieux des institutions financières internationales et l'appui des pays amis sera crucial.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellence,

Nombre de mes homologues qui m'ont précédé ont souligné dans leurs interventions les préoccupations et les incertitudes qui ne cessent de s'approfondir quant au devenir de notre planète.

Paradoxalement la crise sanitaire mondiale qui nous impacte indistinctement depuis près de 2 ans constitue une occasion unique qui ne se représentera peut-être plus et qui a mis au jour les liens intrinsèques entre la santé humaine, l'économie, et l'environnement.

En effet, les différentes facettes des conséquences du COVID 19 nous impose de faire un choix à savoir celui de continuer à porter atteinte à notre planète et à notre environnement ou s'inscrire dans une démarche collective à la fois courageuse et solidaire.

Oui solidaire, solidaire avec notre nature, solidaire avec notre environnement, solidaire avec nos populations.

Certes, le monde en 2020 a dû faire face à un ralentissement des activités économiques et commerciales sans précédent comme en témoignent les chiffres de Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD).

A ce sujet, permettez-moi d'en souligner certains d'entre eux :

- **Chute de 42% des investissements direct étrangers**
- **Contraction de 20% du commerce mondiale**
- **Quadruplement du prix du transport de conteneur**

Au niveau environnemental, il a été enregistré une baisse importante des émissions globales de gaz à effet de serre participant ainsi à un ralentissement de la détérioration de la couche d'ozone.

Afin de faire face aux risques d'écroulement économique, près de 12 000 milliards de dollars ont été investis pour contrer les effets économiques du COVID-19 par les gouvernements à l'automne 2020.

Plus que jamais, en raison de la multiplicité des effets dévastateurs du changement climatique comme les sécheresses prolongées, la multiplication des ouragans ou encore

l'élévation du niveau de la mer, les températures extrêmes, les inondations et même l'invasion des criquets pèlerins pour ne citer que ceux-là, nous avons l'impérieuse obligation de repenser nos actions.

Bien que l'Accord de Paris eût constitué une réalisation historique, nous nous devons de reconnaître que les efforts consentis ne sont pas à la hauteur des espoirs nés à la suite de la COP21.

En raison de leur vulnérabilité climatique, la communauté internationale doit accompagner les pays en voie de développement afin qu'il puisse bénéficier du transfert de technologie, de l'expertise mais également des financements appropriés.

Aussi, permettez-moi à cet instant de saluer à nouveau l'annonce intervenue en janvier de cette année et visant à l'octroi de 5 Milliards \$ en vue de participer à la restauration des paysages dégradés, améliorer la productivité agricole et renforcer les moyens de subsistance dans le cadre de la grande Muraille verte ralliant Dakar à Djibouti et passant par 11 pays.

Il nous semble que Le COVID 19 constitue l'occasion unique pour enfin jeter les bases de sociétés plus égalitaires, plus respectueuses de l'environnement. Il nous faut saisir le

Momentum afin de pouvoir reconstruire en mieux en mieux nos sociétés, nos économies et redéfinir notre interaction avec notre planète.

Monsieur le Président,

Djibouti demeure engagée à construire un avenir meilleur , une paix durable et une intégration économique régionale forte pour le bénéfice de nos populations. Elle déplore que les efforts que nous avons déployés en vue de la normalisation des relations avec l'Erythrée n'ait pu à ce jour donné les résultats escomptés. Comme le note le Secrétaire Général dans sa lettre, en date du 30 Juillet 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité, nous déplorons, l'absence de progrès notable sur les questions en suspens, à savoir le différend frontalier et le sort des 13 prisonniers de guerre djiboutiens. Nous réitérons notre appel afin que l'Erythrée accepte de résoudre ces questions par le biais du dialogue bilatéral, la médiation ou un arbitrage international contraignant.

Nous exhortons également nos voisins Erythréens à procéder au démantèlement du camp d'Anda'ali en ce qu'il serait une mesure de confiance propice à instaurer un meilleur climat dans les relations entre les deux pays.

Djibouti suit avec attention l'évolution de la situation en Ethiopie. Djibouti partage avec l'Ethiopie des liens historiques et a développé des relations bilatérales riches et

fructueuses dans les domaines politique, économique et culturel. Ces relations sont destinées à croître et à prospérer. Elle réitère son soutien à un règlement pacifique du conflit. Nous nourrissons l'espoir que dans un proche avenir, émerge une Éthiopie pacifiée, reconciliée avec elle-même et qui renoue avec la croissance et le développement économique.

S'agissant de la Somalie, Djibouti se déclare encouragée par les progrès accomplis par le pays. Elle partage néanmoins les préoccupations exprimées par les membres du Conseil de sécurité relatives aux désaccords politiques entre les membres du Gouvernement et sur leur possible impact négatif sur le respect du calendrier électoral somalien. La Somalie est à la croisée des chemins — tout doit être mis en oeuvre afin que la trajectoire positive que la Somalie a connue ne soit mis en péril !

Nous réaffirmons notre soutien à un règlement juste, durable du conflit Israélo-Palestinien et la création d'un Etat Indépendant et souverain sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem Est pour Capitale. Nous condamnons l'expansion des colonies, les campagnes de démolitions et de saisie de biens dans la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est ainsi que les actes de violence qui ciblent les civils palestiniens. Nous demandons à Israël de respecter ses obligations en vertu du droit international humanitaire.

Djibouti salue la nomination du nouvel Envoyé Spécial de l'ONU pour le Yémen, M. Hans Grundberg, et forme le voeu qu'elle donnera un nouvel élan aux efforts menés par la communauté internationale en vue de parvenir à une solution politique durable, en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité.

Nous exhortons les Houthis à demeurer engagé de manière constructive dans le processus de paix et réitérons notre condamnation des attaques répétées visant l'Arabie saoudite.

Nous réaffirmons notre vive préoccupation face à la menace d'une possible catastrophe écologique, maritime, économique et humanitaire que pose le pétrolier F50 Safer. Il faut de toute urgence et sans condition donner les autorisations afin que les Nations Unies procèdent à l'évaluation et fassent les réparations adéquates dans le but d'éviter le scénario du pire et minimiser le risque d'un déversement de pétrole dans la Mer Rouge.

Je vous remercie de votre attention